

PSE

SOCIALISTES &
DÉMOCRATES

**PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN
LISBONNE, 7-8 DÉCEMBRE 2018**

JUSTE

LIBRE

DURABLE

**L'Europe progressiste
que nous voulons**

DES RÉOLUTIONS



www.pes.eu
www.facebook.com/PES.PSE
www.twitter.com/PES_PSE

#ProgressiveEurope

SOCIÉTÉS ÉGALITAIRES:

Une alimentation et un environnement sains, une croissance verte et des industries modernes

En Europe, les progressistes doivent assurer une transition juste qui respecte les limites naturelles de notre planète. Une stratégie à long terme s'impose et comporte des investissements en nombre suffisant pour garantir la transition vers zéro émission nette à l'horizon 2050 et pour œuvrer pleinement à la réalisation des objectifs de développement durable. Cette stratégie est nécessaire pour mettre un terme au réchauffement climatique et à la pollution de l'environnement, pour protéger la biodiversité, pour améliorer la qualité de l'air et pour renforcer le bien-être de tous les citoyens. L'Europe doit surmonter les défis posés par les changements climatiques à toutes les franges de la population : sécheresses, fortes tempêtes de neige, inondations et propagation de nouvelles maladies. Voilà pourquoi nous soutenons une politique environnementale ambitieuse qui offrira une meilleure qualité de vie pour tous et une transition écologique porteuse de nouveaux emplois, de nouvelles entreprises et de nouveaux modèles d'entreprise. Nous sommes convaincus que le socialisme et l'écologie vont de pair et qu'il est impossible de séparer le bien-être des citoyens de la qualité de l'environnement. La modernisation écologique est indispensable à une économie durable et juste.

L'Union européenne (UE) ne peut laisser les populations les plus pauvres et les plus vulnérables faire les frais de la dégradation de l'environnement. Souvent, leur manquent les moyens nécessaires pour s'adapter aux conditions climatiques extrêmes, raison pour laquelle le nombre de réfugiés climatiques augmente sans cesse. Elles éprouvent davantage de difficultés à gérer les dégâts causés par les inondations et les tempêtes ; elles vivent souvent près des quartiers les plus denses et pollués, et ce sont souvent leurs emplois qui sont les plus menacés par le nécessaire changement de paradigme. Pour nous, la lutte contre la pollution de l'environnement et les changements climatiques est aussi une lutte pour l'égalité et la justice sociale.

Nous voulons un nouveau modèle économique durable et une économie qui protège le climat et l'environnement. Nous adhérons pleinement à l'objectif fixé par les Nations unies dans l'accord de Paris sur le climat, qui vise à limiter le réchauffement climatique mondial à moins de 2 degrés Celsius, avec un objectif de 1,5 degré Celsius. Si l'UE veut apporter sa contribution à cet effort international, elle devra se doter d'une nouvelle stratégie européenne à long terme, prévoyant des objectifs chiffrés nationaux et visant à éliminer l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) d'ici le milieu du siècle. Il est nécessaire de revoir à la hausse les objectifs climatiques et énergétiques de l'UE pour l'horizon 2030 en matière d'émissions de CO₂, d'utilisation des énergies renouvelables et d'amélioration de l'efficacité énergétique, afin de s'aligner sur cet objectif à long terme. Il sera crucial de créer des écosystèmes sains et de renforcer la protection et la restauration des forêts naturelles et des zones marines pour atteindre nos objectifs en matière de climat et pour arrêter la perte des espèces. L'UE devra également soutenir tous les États membres dans leur souhait de sortir du nucléaire. Nous voulons une société qui fonctionne entièrement aux énergies renouvelables et qui profite de l'amélioration de l'efficacité énergétique pour ce faire. Nous voulons que l'UE serve de modèle, de chef de file et de promoteur sur le plan écologique à l'échelle internationale. L'UE doit respecter pleinement ses engagements vis-à-vis du financement climatique envers les pays en développement. L'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci doivent faire partie intégrante de la coopération au développement au sens large de l'UE. Le budget de l'UE ne doit pas être tributaire du climat. Il doit être en phase avec les engagements pris en vertu de l'accord de Paris et permettre la concrétisation des objectifs de développement durable.

Nous voulons une transition vers l'utilisation efficace des ressources et vers les énergies propres,

pour améliorer le quotidien des personnes. C'est pour cette raison que l'Europe a besoin d'un programme social pour la transition énergétique, en vue de créer des emplois dans une transition juste, de lutter contre la précarité énergétique, de démocratiser le système énergétique et d'améliorer la santé publique. La transition vers les énergies propres et l'évolution vers une économie verte et circulaire présentent un énorme potentiel de création d'emplois de qualité dans le secteur, et d'importantes opportunités pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Qui dit plus d'égalité hommes-femmes dit plus de développement durable. L'UE devrait aider toutes les régions d'Europe à gérer la transition vers les énergies propres, principalement quand elles sont confrontées au défi supplémentaire d'une forte dépendance économique à l'industrie lourde ou à l'industrie minière. Nous demandons un plan d'action européen pour structurer ce changement. Nous voulons définir un cadre adéquat pour que les travailleurs et les entreprises s'adaptent à un environnement évolutif sans créer de déséquilibres structurels. Notre projet en matière de politiques industrielles s'articule autour de transitions justes : changer pour aider les travailleurs dans les industries polluantes à saisir les opportunités de nouveaux emplois de grande qualité dans des secteurs économiques propres. Pour ce faire, un fonds européen pour une transition juste devrait être créé pour financer un système d'éducation et de formation qui doterait les travailleurs des nouvelles compétences de l'économie verte. Nous devrions privilégier la lutte contre les inégalités hommes-femmes dans ce secteur émergent et trouver des solutions propres applicables aux industries du transport et de l'énergie.

Aujourd'hui, des millions d'Européens souffrent de précarité énergétique ; ils ne peuvent chauffer correctement leur logement en hiver. Personne ne devrait avoir à choisir entre se chauffer ou se nourrir. Nous combattons la précarité énergétique en améliorant le niveau d'information et les droits des consommateurs d'énergie, en garantissant l'accès à des services énergétiques propres et en ciblant prioritairement les mesures d'efficacité énergétique et les installations de chauffage à énergie renouvelable pour les ménages en précarité énergétique. Nous

garantirons l'accès à ces mesures aux ménages vulnérables et à faibles revenus. Le parc immobilier européen ne sera pas décarbonisé à l'horizon 2050 si nous ne nous concentrons pas sur les groupes les plus difficiles à atteindre.

Nous voulons rendre le système énergétique européen plus démocratique. Nous voulons donner aux citoyens européens la capacité non seulement de consommer, mais également de produire eux-mêmes une énergie propre plus facilement, à l'aide du modèle dit de « prosommation ». À cet égard, nous encouragerons l'engagement des citoyens envers la production d'énergie, qu'il s'agisse d'un effort individuel, au travers de panneaux solaires sur les toits des habitations, ou collectif, via une participation à une communauté énergétique locale.

La transition vers l'énergie propre concerne également l'amélioration de la santé publique. Outre l'abandon progressif de l'utilisation du charbon dans la production d'énergie et la modernisation des systèmes de chauffage, la transition vers une mobilité plus propre permettra également de réduire la pollution atmosphérique et d'améliorer la santé des citoyens. Nous voulons une transition vers une mobilité propre, accessible et durable pour tous. Le secteur du transport est responsable d'environ un quart des émissions de carbone de l'UE. Il pollue majoritairement l'air des villes et cause des centaines de milliers de décès prématurés chaque année en Europe. Dès lors, nous exigeons des normes d'émission plus strictes pour les voitures à essence et au diesel ainsi que de nouvelles règles et un contrôle renforcé de l'UE afin d'éviter de futures fraudes aux émissions. Nous voulons que l'industrie automobile européenne progresse aussi vite que possible vers des moteurs électriques et à hydrogène, faute de quoi elle sera supplantée par les producteurs automobiles d'autres régions du monde. L'UE doit se doter d'une stratégie pour une transition juste dans le secteur automobile afin de préserver les emplois et d'en créer de nouveaux dans ce secteur industriel. La main-d'œuvre doit être formée aux nouvelles compétences nécessaires à la transition des moteurs à combustion aux moteurs électriques. Pareille stratégie devra également soutenir la création d'une industrie européenne de batteries électriques de

pointe, notamment via un meilleur financement de la recherche et du développement dans le domaine des technologies de batterie de nouvelle génération et de l'intelligence artificielle, et une utilisation optimale de l'excellence européenne dans la recherche. Elle devra reposer sur la production durable de l'électricité supplémentaire dont nous aurons besoin, par un soutien au développement des réseaux électriques intelligents en Europe. La transition vers une mobilité propre nécessite un déploiement rapide d'infrastructures de carburant propre, telles que des stations de charge pour véhicules électriques, avec l'aide du secteur automobile. Notre conception de la mobilité propre ne s'arrête pas à l'électrification du transport individuel. Nous soutenons également un transport public étoffé et plus propre afin de décarboniser les villes, et un urbanisme favorable aux villes respectueuses des piétons et des cyclistes. Les habitudes doivent également évoluer et le transport de marchandises et de passagers doit s'orienter davantage vers le rail et les cours d'eau que vers la route. L'aviation est l'un des modes de transport les plus polluants. Nous devons chiffrer le niveau de pollution généré par le kérosène. Les revenus obtenus pourraient être utilisés pour créer un fonds européen pour des transports propres.

Outre les changements climatiques, les industries européennes sont confrontées à d'autres défis : changements démographiques, pénurie de ressources, passage au numérique, intelligence artificielle et concurrence mondiale accrue. L'UE a besoin d'une stratégie d'industrialisation géographiquement équilibrée pour préparer ses industries aux défis des décennies à venir. Nous soutenons fermement un objectif chiffré et des indicateurs d'industrialisation pour l'après-2020, aptes à évaluer non seulement l'industrie manufacturière au sens strict, mais également les services industriels connexes, la recherche, le développement et l'innovation, la création d'emplois de qualité ainsi que les efforts visant à combler l'écart salarial entre les hommes et les femmes.

La fracture numérique devra absolument être comblée si nous voulons préserver la compétitivité internationale de l'industrie européenne. Toutes les régions doivent pouvoir accéder aux infrastructures numériques, notamment les zones rurales, éloignées ou moins densément peuplées. Les entreprises, principalement les petites et moyennes entreprises, doivent être en mesure d'adopter plus facilement les nouvelles technologies. Il importe prioritairement de permettre à la main d'œuvre de rester en phase avec les nouvelles exigences et compétences de l'industrie numérique. Nous demandons des fonds européens pour soutenir l'innovation industrielle, le déploiement des infrastructures et des technologies, et l'adaptation des qualifications des travailleurs à l'industrie verte et numérique du futur. Nous mettrons un terme au nivellement par

le bas des salaires et des normes. Nous voulons des produits européens qui se démarquent par leur qualité, leur durabilité et leur caractère innovant. Dès lors, nous tablons sur la recherche et le développement au niveau européen, ainsi que sur une industrie européenne forte, protectrice de l'emploi, du savoir-faire et de la production dans l'Union européenne.

Nous voulons que les grands pollueurs paient, y compris lorsqu'ils se trouvent en dehors de l'UE. Pour accélérer le passage aux énergies renouvelables et rendre l'efficacité énergétique plus attractive, nous demandons une taxe européenne sur le CO2, qui viendrait se greffer sur le système performant d'échange de quotas d'émission de l'UE. Les industries de l'UE doivent redoubler d'efforts afin de moderniser leurs processus de production et sauver le climat. Dans le même temps, certains pays disposent de lois sur le climat laxistes et donnent ainsi un avantage compétitif injuste à leurs industries. Il faudrait fixer un prix pour les émissions de CO2 des produits importés dans l'UE en provenance de pays moins engagés dans la protection du climat, tout en respectant les règles du commerce international. Ces recettes pourraient alimenter en partie le budget de l'UE et être utilisées pour financer une transition énergétique verte et équitable et soutenir la lutte contre la précarité énergétique.

Nous voulons une économie circulaire en Europe. Nous souhaitons mener la lutte européenne contre le gaspillage d'énergie et de ressources. Nous voulons que l'économie de l'Union européenne s'éloigne du modèle « linéaire » d'utilisation, puis d'élimination des matières premières. Nous voulons une économie qui respecte la hiérarchie des déchets : une économie qui repose principalement sur le recyclage et la prévention des déchets, et où les matières sont constamment réutilisées et recyclées, et sont uniquement récupérées pour produire de l'énergie ou éliminées en dernier recours. L'UE et ses États membres devraient se fixer des objectifs chiffrés ambitieux pour une utilisation plus efficace des ressources et une diminution du gaspillage. Nous sommes dès lors convaincus qu'il est primordial d'intensifier les stratégies de prévention et de gestion des déchets et de se fixer des mesures plus ambitieuses d'éco-conception et de labels énergétiques, afin d'améliorer l'efficacité globale de l'énergie et des ressources des produits. Le potentiel de croissance et d'emploi de l'économie circulaire devrait être davantage pris en compte dans la coordination des politiques économiques de l'UE.

Nous demandons un pacte pour les droits et la protection des consommateurs, et notamment un cadre juridique pour les recours collectifs. L'intelligence artificielle offre de nombreuses perspectives si elle est correctement maîtrisée. Nous encouragerons le développement et la réglementation d'une intel-

ligence artificielle au service des citoyens. L'obsolescence programmée devrait être interdite dans la loi (concevoir un produit ou un logiciel de façon à le rendre artificiellement dépassé ou inutilisable après une période de temps programmée). Des règles sont nécessaires dans l'UE pour garantir la production de produits conçus pour durer plus longtemps et être plus faciles à réparer ou à réutiliser. Nous combattons l'écoblanchiment (greenwashing) et les arguments de vente écologiques faux ou trompeurs. Les doutes qu'ont les consommateurs quant au caractère écologique des produits et services qu'ils achètent doivent être levés. Les consommateurs ne doivent pas non plus avoir à s'inquiéter de l'incidence des matériaux recyclés sur leur santé. Nous appelons donc à la création d'un cadre européen garantissant que les matières toxiques seront écartées de la chaîne de recyclage. Une stratégie européenne pour un environnement non toxique doit également garantir que tous les produits sont sûrs et éviter toute exposition des populations aux produits chimiques toxiques, y compris aux perturbateurs endocriniens. Les particules de microplastique n'ont rien à faire dans les produits cosmétiques, comme les gommages ou les dentifrices, car elles contaminent les rivières et les mers, finissent par nuire à la faune et par se retrouver dans la chaîne alimentaire.

En tant que PSE, nous voulons protéger notre biodiversité, nos rivières et les habitats marins, puisqu'ils ont une incidence directe sur notre bien-être. La pollution plastique, en particulier celle des océans, lacs et fleuves de notre planète, doit cesser. Nous devons réduire massivement l'utilisation des plastiques à usage unique, et nous soutiendrons les mesures visant la réduction globale de l'utilisation et de l'élimination inadéquate du plastique. Nous soutenons fermement l'interdiction de l'utilisation du plastique dans la production de produits, lorsque des alternatives plus propres et plus durables existent (par exemple, pour les pailles et les couverts en plastique).

Nous voulons que l'agriculture et le secteur alimentaire européens produisent une alimentation saine, de qualité et abordable, dans le respect de la nature et de la biodiversité. L'agriculture et les modes de pêche durables ont un rôle essentiel à jouer dans la protection de l'environnement et du climat. Les aides versées par l'UE à l'agriculture devraient soutenir les agriculteurs dans la transition vers des modes de production plus durables, promouvoir l'atténuation des changements climatiques et favoriser la production biologique, le bien-être animal, la protection de la biodiversité et la gestion durable des forêts et des paysages sensibles. Notre conti-



ment a connu un déclin massif du nombre d'abeilles et autres pollinisateurs essentiels. Nous pouvons inverser cette tendance par un usage plus restrictif des pesticides. Nous exigeons un processus d'autorisation totalement transparent et l'application stricte du principe de précaution : l'utilisation de pesticides, comme le glyphosate et les néonicotinoïdes, doit être interdite s'il existe des doutes quant à leur impact sur la santé humaine ou la biodiversité, ou s'ils sont potentiellement ou indubitablement dangereux.

Les Européens doivent pouvoir exiger de l'eau, des aliments et des produits de consommation sûrs et de grande qualité sur tout le continent. Les consommateurs européens doivent tous jouir des mêmes droits, indépendamment de leur lieu de résidence. Voilà pourquoi nous exigeons une interdiction des doubles normes relatives aux aliments et aux produits. Les aliments et les produits vendus sous un même nom doivent être de qualité équivalente partout dans l'UE. Nous nous attaquerons aux publicités alimentaires douteuses. Les produits alimentaires ne doivent pas être étiquetés « sains » s'ils contiennent trop de sel, de matière grasse ou de sucre. Les Européens ont droit à la même sécurité alimentaire et aux mêmes normes de qualité de l'eau partout sur le continent. Nous amplifierons les actions préventives vis-à-vis du gaspillage alimentaire. L'eau et les systèmes sanitaires sont des biens publics et doivent être accessibles à tous les Européens, aussi bien dans les zones urbaines que rurales.

La pollution de l'air, de l'eau et des sols ne s'arrête pas aux frontières nationales. L'Union européenne offre la chance unique d'établir des règles et des normes européennes visant à protéger ce que nous buvons, ce que nous mangeons et ce que nous respirons. Le programme pour une « meilleure réglementation » doit être utilisé comme un moyen de mettre sur pied des règles plus claires, robustes et efficaces, et jamais pour assouplir les normes de réglementation. Nous demandons un nouveau programme d'action pour l'environnement de l'UE qui guide la politique environnementale de l'Union européenne pour les années à venir.

Pour rendre les sociétés et les économies européennes plus respectueuses de l'environnement, les Européens devront procéder à de nombreux changements dans leur mode de vie, de travail, de production et de consommation. Mais ces efforts sont indispensables. Pour profiter à tous, cette transformation devra être soigneusement définie et organisée. Nous voulons une vraie stratégie pour définir le cadre des changements économiques, sociaux et environnementaux nécessaires. Cette stratégie aidera les gouvernements locaux, régionaux et nationaux, ainsi que les entreprises et les particuliers, à anticiper et à planifier la transformation, pour qu'elle profite à tous les citoyens et à l'environnement. Des services et investissements publics solides sont également essentiels à la transition éco-sociale. En tant que Parti socialiste européen, nous organiserons ces changements d'une manière socialement juste, afin de donner à l'ensemble des Européens un cadre de vie sain, de protéger les travailleurs et de créer de nouveaux emplois de qualité et de nouvelles activités économiques. Ainsi, nous pourrions laisser un environnement plus sain et plus durable aux futures générations.

En tant que Parti socialiste européen, nous luttons pour des sociétés égalitaires. Cette résolution est axée principalement sur nos priorités pour une transition environnementale juste et durable. Elle complète d'autres résolutions présentées à ce Congrès du PSE qui réaffirment notre engagement et préconisent une Europe sociale, une économie progressiste, l'autonomisation des jeunes, un environnement sain et une industrie moderne, une réelle égalité des sexes, un monde juste, des politiques progressistes en matière d'asile et de migration et une démocratie plus forte en Europe.



Austria SPÖ



Belgium PS



Belgium SPA



Bulgaria BSP



Croatia SDP



Cyprus EDEK



Czech Republic
CSSD



Denmark SD



Estonia SDE



Finland SDP



France PS



Germany SPD



Greece PASOK



Hungary MSZP



Ireland Labour



Italy PD



Italy PSI



Latvia Saskana



Lithuania LSDP



Luxembourg
LSAP



Malta Labour



Netherlands
PvdA



N.Ireland SDLP



Norway LP



Poland UP



Poland SLD



Portugal PS



Romania PSD



Slovakia SMER



Slovenia SD



Spain PSOE



Sweden SAP



UK Labour

If you have any questions or comments about our work on inequalities,
please contact PES.Women@pes.eu

Follow us on www.facebook.com/pes.pse
and www.twitter.com/pes_pse.

Party of European Socialists (PES)

**10 – 12 Rue Guimard
1040 Brussels
Belgium**

**T +32 2 548 90 80
info@pes.eu
AISBL-BBCE-N 0897.208-032**

This publication received financial support of the European Parliament. Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any use that may be made of the information contained therein. This Brochure was printed on a recycled paper with environmental safe water based inks.

December 2018